



LES CONSEILLERS DU COMMERCE
EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

LA LETTRE DE LA CHINE HORS LES MURS N°29

SOMMAIRE

■ Lettre de Pékin : Le 2e forum de la BRI, par S. Dubois Fontaine Turner et J.F. di Méglio	p. 1
■ Dossier : La finance, arme de mondialisation	p. 4
Guerre des nerfs et nerf de la guerre, par Christophe Granier	p. 4
La finance chinoise s'aventure prudemment hors les murs, par Paul Yang	p. 4
Le capital-risque et la nouvelle économie chinoise, par Karen Contet-Farzam	p. 6
Les FinTech et la révolution du mobile, par Gilbert Réveillon	p. 7
■ Les groupes chinois mondialisés : Ant Financial, par Eléonore William	p.10
■ BRI Digest :	
La BRI vue de Singapour, Le corridor Chongqing-Singapour, par Geneviève Barré	p.11
Actualité de la BRI, par Christophe Granier	p.12
■ Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise , par Christophe Granier	p.13
■ Dernières nouvelles des relations franco-chinoises , par le Comité France Chine.....	p.17

Lettre de Pékin

Le deuxième « Forum Belt & Road » : consolidation et remodelage

Les organisateurs chinois ont tenu le calendrier : le Belt & Road Forum (BRF) s'est tenu à Pékin, comme prévu, deux ans après le premier Forum. Le Comité France Chine et Asia Centre étaient donc présents, ainsi que l'IRIS représenté par son président Alain Richard et l'IDDRI par son directeur général Sébastien Treyer, dont nous re prenons ici quelques commentaires. Quoi de plus important que d'être au contact pour essayer de mieux comprendre enjeux et évolution du projet du Président XI : « Une ceinture, une route ».

Avant même l'ouverture du Forum, des signes d'un démarquage évident par rapport au premier exercice étaient apparus, expression ou non d'une volonté de corriger des dysfonctionnements, de faciliter le déroulement ou de cloisonner/verrouiller. Les raisons de ces changements peuvent se trouver dans un souhait d'occuper d'autant plus de terrain qu'il y avait moins de matière et de participants impliqués concrètement, dans un souci de sécurité ou de fluidité de gestion des différents groupes, ou peut-être de focaliser chaque session distincte sur l'obtention de résultats productifs, souci assurément peu couronné de succès. Ces modifications n'ont pas été sans conséquence, à commencer par la prise en mains par l'Agence Chine nouvelle, dont la vocation n'est pas réellement cohérente avec ce genre de mission, de la partie « think-tanks » du Forum. Du côté « business » aussi, l'organisation en amont s'est révélée quelque peu aléatoire et manquant de transparence sur le programme et les intervenants.

Au-delà de la pérennité d'une météo idéale, contrôlée ou pas pour obtenir le « bleu APEC » dans le ciel de Pékin, le changement suscité par la réorganisation et la tenue en parallèle des 13 autres événements¹ n'a pas contribué à donner l'image de belle cohérence et de propos symphoniques, tel que recherché en 2017.

La « super-plénière » où tous les invités bénéficiaient des discours des chefs d'Etat en 2017 a été remplacée par un format plus exclusif. Le nombre de chefs d'Etat/de gouvernements y était plus élevé (37, contre 29 en 2017 mais moins que les 40 annoncés). Parmi les absents remarquables, Recep Tayip Erdogan en particulier, qui avait été le troisième à prendre la parole lors du premier Forum.

¹ Liste des 12 conférences thématiques parallèles organisées sur une demi-journée et qui ont eu lieu le 25 avril : People to people Connectivity ; Trade Connectivity ; Economic and Trade Cooperation Zone Promotion ; Silk Road of innovation ; Policy connectivity ; Infrastructure Connectivity ; Financial Connectivity ; Digital Silk Road ; Think-tank Exchanges ; Sub-national cooperation ; Clean Silk Road ; Green Silk Road.

L'avancée du projet dans de nouvelles directions, en particulier vers l'Europe des 27 fut confirmée par la présence d'un nouveau « signataire », le Premier ministre italien Conte et celle du Président de la Confédération helvétique.

Autour d'un discours du Président Xi reprenant le thème du multilatéralisme, la session officielle a été pour moitié consacrée à une adresse implicite à l'un des absents, les Etats-Unis, et affichait un esprit plus ouvert, inclusif et conciliant.

De même, la dernière journée (le 27 avril) s'est prolongée hors de Pékin par l'inauguration de l'exposition internationale sur l'horticulture ou « Beijing Expo », près des installations des J.O. d'hiver, mais sans que tous les chefs d'Etat ou représentants officiels s'y joignent.

Les mêmes questions demeurent cependant à l'issue du Forum :

- BRI propose-t-elle une gouvernance alternative destinée à corriger les défauts des systèmes existants sans laisser la place aux contributions des pays adhérents, ou s'agit-il de structures parallèles destinées à coopérer avec « l'ordre existant » ?
- Quelle est réellement l'interprétation chinoise de la « soutenabilité » des projets quelle que soit l'insistance sur le « verdissement » de la route ?
- Comment concilier l'évident souci de liens bilatéraux forts avec le multilatéralisme officiellement prôné par la Chine ? La réponse quasi-officielle donnée par un think-tank interrogé est qu'il s'agit de deux temps disjoints, le multilatéralisme devant se manifester « plus tard ».

La position française, toujours « en retrait » a été exprimée par le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, paré d'un titre additionnel de représentant officiel du Président français, reparti le samedi matin avant la visite du site de la Beijing Expo, et l'européenne par le Vice-Président de la Commission Maros Sefkovic. En utilisant l'un et l'autre le mot de transparence et de soutenabilité associés à la connectivité, ils ont naturellement exprimé l'intérêt pour l'Europe (et la Chine, vu la taille du marché européen) d'un tel projet, à condition cependant qu'ils s'inscrivent (et c'était surtout présent dans le discours du haut représentant français) dans la cohérence avec les institutions multilatérales déjà en place.

Côté business, une conférence des CEO était organisée par le CCPIT toute la journée du 25 avril, et ce pour la première fois, afin de fournir une plate-forme de contacts.

Dans ce forum labellisé « CEO » des chefs d'entreprises chinois ont pris la parole et aucun CEO européen n'est intervenu. Cette non-intervention se traduisait d'ailleurs par une sous-représentation notable des Européens : parmi les 110 entreprises étrangères représentées, 23 seulement venaient de l'Union Européenne. La représentation des chefs d'entreprises se faisait principalement à travers des organisations collectives du type organisations internationales, chambres de commerce, et fédérations professionnelles par secteur et/ou provinces chinoises.

Les discours des représentants chinois reprenaient la ligne officielle des cinq connectivités, et très peu de projets concrets ont été cités, sauf le projet du port de Sihanouk au Cambodge et celui de Yamal en Sibérie.

Le Lieutenant Governor de Californie s'est fait remarquer par son discours sur la lutte contre le changement climatique, pied de nez aux Etats-Unis qui eux n'avaient aucun représentant business.

Cette conférence CEO n'a abouti à aucune grande annonce, si ce n'est une grande cérémonie de 120 signatures de contrats à la chaîne entre entreprises chinoises et étrangères organisée à la fin de la plénière du matin, principalement dans les domaines du commerce et des infrastructures, mais de nouveaux types d'accords sur les industries émergentes telles que les services de cloud computing et de l'énergie ont été aussi conclus.

L'après-midi, toute la technologie digitale a été mise en œuvre afin d'organiser 900 créneaux de rendez-vous B2B entre les entreprises présentes (186 chinoises et 110 étrangères) sur la coopération traditionnelle entre acteurs économiques étrangers et chinois, sans forcément concerner BRI.

D'après les échanges avec les participants, nous vivons un tournant important dans la mise en œuvre du projet par la Chine. A titre d'exemple, des pays proches de la Chine tels que l'Indonésie et la Malaisie voient à la baisse (à près de 75%) les contrats d'investissement chinois dans leur pays.

Du côté de la session « think-tanks », l'occasion a été saisie de marteler un discours très affirmé, tenu par les orateurs chinois mais aussi par quelques invités, y compris d'improbables thuriféraires comme un ex-Premier ministre japonais, enjoignant les présents à soutenir un projet qui restait très directif même s'il est vrai qu'il a tenu compte des observations



Le deuxième forum BRI (Image : Xinhua)

faites depuis deux ans, et présentait surtout le versant « soutenable » (écologiquement et financièrement) de la Belt & Road. Une seule des quatre sessions était une session ouverte au débat, tous les participants n'ayant cependant pas droit à la seule « minute » réglementaire dont a bénéficié Asia Centre en particulier, avec une vingtaine d'autres participants, les cinquante autres devant se contenter d'écouter.

Ces deux jours ont été l'occasion d'effets d'annonce, en matière d'outils de suivi et même de financement de projets intellectuels ou liés à la communication : le « Studies Network » permettra en particulier de financer des publications, contributions intellectuelles destinées à donner du contenu venu des participants non chinois à tous les projets de coopération académique et intellectuelle dans le cadre de BRI. Comme l'a rapporté

par ailleurs l'IDDRI, le domaine du climat et de l'environnement a été très représenté dans les initiatives suivantes :

- Lancement officiel de la *BRI International Green Development Coalition*, comprenant 25 pays (dont quatre membres de l'UE : l'Estonie, la Finlande, l'Italie et la Slovaquie), plusieurs organisations internationales dont l'ONU Environnement, l'UNIDO, l'UNECE, des institutions académiques et des entreprises ;
- Lancement, annoncé par la NDRC, en partenariat notamment avec des organisations onusiennes, de trois initiatives : la *BRI Green Cooling Initiative*, la *BRI Green Lighting Initiative*, et la *BRI Green Going-Out Initiative* (climatiseurs, éclairage et bonnes pratiques des entreprises chinoises participant à BRI) ;
- Lancement des *BRI Green Investment Principles*, soutenus par 27 banques et investisseurs internationaux, qui avaient été annoncés fin 2018 par la *City of London Corporation's Green Finance Initiative* (GFI), en partenariat avec le Green Finance Committee (GFC) chinois. Suite des informations à attendre à Londres, juste avant le Forum annuel Paris Europlace, lors du *Green Finance Day* (2 juillet).
- Lancement enfin, d'une *BRI Environmental Big Data Platform* (évaluation et partage de bonnes pratiques sur les projets BRI).

Enfin, tant pour le business que pour les autres types de participants, l'utilité de ce Forum résidait essentiellement dans les rencontres qui se faisaient hors conférences.

Quelques think-tanks se sont aussi permis d'exprimer en « off » des réserves sur la priorité donnée au grand projet officiel par rapport aux urgences domestiques, mais il n'en reste pas moins que les rapports sur une maladie voire la mort annoncée de BRI sont largement exagérés.

Sybille Dubois Fontaine Turner, CCE France, Comité France Chine
et Jean-François di Méglia, Asia Centre

Note 1 :

La liste officielle des résultats du Forum peut être consultée sur : <https://eng.vidaiyilu.gov.cn/qwyw/rdxw/88228.htm>

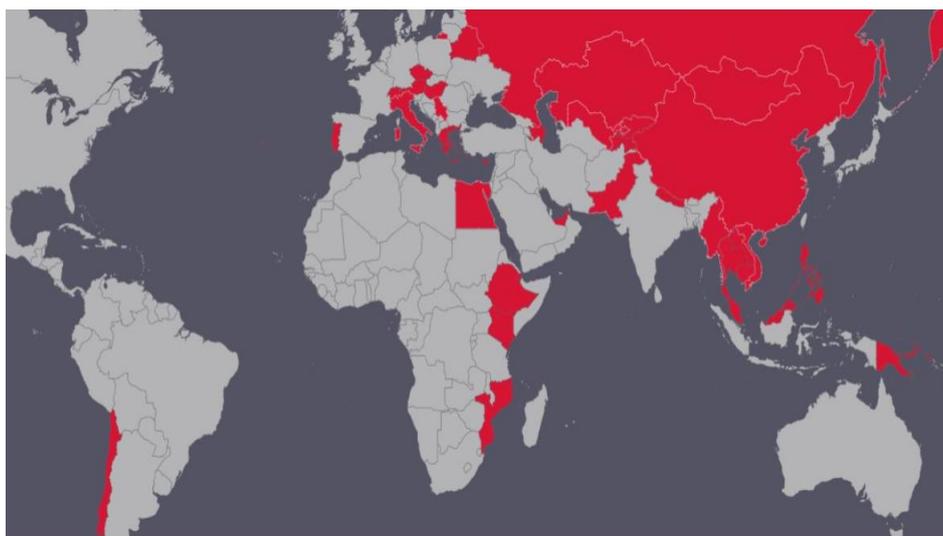
Note 2 :

Le quotidien du Peuple a publié le vendredi 25 une page entière sur la BRI naturellement, indiquant que le deuxième Forum était destiné à donner les coups de pinceaux permettant d'affiner les traits esquissés il y a deux ans : - r [人民日报：共建一带一路 开创美好未来---人民网 - 国纪平](#)

从总体布局的“大写意”，到精谨细腻的“工笔画”，习近平主席的形象比喻，为共建“一带一路”描述了清晰发展蓝图、指明了正确前进方向。着眼推动“一带一路”国际合作进一步走深走实、行稳致远，各方亟需进一步汇聚共识、对接战略、明确重点，高峰论坛为此提供了最佳平台。

各方普遍预期本届论坛将达成一系列合作成果，其中，论坛期间将首次举办企业家大会，为工商界对接合作搭建平台。人们有理由相信，本届高峰论坛的成果数量将更多、质量将更高，共建“一带一路”这一世纪工程将在新的起点上再出发，为促进全球共同发展繁荣、推动构建人类命运共同体注入更强劲动力

Carte des « présents » (Source : The Diplomat) :



Dossier : La finance, arme de mondialisation

Guerre des nerfs et nerf de la guerre

Tandis que les négociations commerciales sino-américaines se compliquent, l'affrontement continue sur d'autres fronts ouverts à l'occasion de la querelle initiale. L'étranglement progressif de l'industrie électronique chinoise voulu par Donald Trump commence à produire ses effets, sans que l'on puisse savoir s'il produira à terme la naissance d'un secteur national puissant et autonome, capable de concurrencer les producteurs mondiaux de processeurs et mémoires, ou maintiendra la Chine dans sa position actuelle de dépendance.

De même, la stratégie (ou tout au moins la tactique) américaine consiste aujourd'hui à couper l'accès aux ressources financières externes dont la Chine a abusé et use encore. Après le FMI sommé (sans succès) par Washington de déqualifier la Chine de son statut de pays en développement, Tokyo – en bon allié – vient de demander à l'Asian Development Bank de cesser ses avances et prêts concessionnels à Pékin.

Ce déplacement de la focale sur le plan des ressources monétaires part du postulat qu'une Chine déjà endettée sur le plan intérieur pour financer ses plans de relance successifs ne pourra plus soutenir ses projets extérieurs, en particulier ceux des nouvelles routes de la soie qui ont jusqu'à présent mobilisé des fonds majoritairement chinois. S'il a le mérite d'être simple, ce raisonnement s'avèrera t'il pertinent dans le cadre dérégulé d'une finance mondialisée ? Washington et ses alliés font le pari que Pékin ne renoncera pas au contrôle omnipotent qu'il exerce sur son secteur financier.

Ce dernier a connu au cours des dernières années une mutation profonde. A l'ombre des grandes banques nationales classiques dont la part de marché s'érode lentement et dont les portefeuilles sont mis en danger par la dette monumentale des entreprises (165% du PNB chinois) s'est développée une nébuleuse de constellations diverses : la banque dite « fantôme », en partie liée au système officiel, les banques privées parfois secouées par des scandales retentissants, les nouveaux géants digitaux – rapidement passés du tout monétique à un éventail très étendu de produits financiers – demandant à l'Etat une réactivité croissante dans ses essais de réglementation, et les sociétés de capital-risque, nouvel eldorado de placement privé d'une importance cruciale pour le développement des jeunes pousses.

Nous envisageons ci-après certains aspects de ce secteur financier dont le devenir prochain influencera profondément l'évolution de l'économie chinoise et les progrès de sa mondialisation.

Christophe Granier, CCE France

La finance chinoise s'aventure prudemment hors les murs

Longtemps contrôlé par des autorités de tutelle tatillonnes, le système bancaire chinois est resté en lisière des politiques de modernisation qui ont touché tous les autres secteurs économiques. Accompagnant de gré ou de force le développement de l'activité, cet ensemble a crû avec lui jusqu'à générer des mastodontes de taille exceptionnelle mais la structure même du secteur est restée longtemps figée jusqu'à devenir désuète. Les rares informations d'envergure se sont longtemps limitées à l'annonce de fraudes retentissantes, surtout au niveau provincial. Cette industrie vieillotte et trop réglementée a favorisé l'éclosion d'un système parallèle plus souple mais propice à toutes sortes d'excès.

A partir du mandat de Premier ministre de Zhu Rongji, quelques personnalités de premier plan – parmi lesquelles le gouverneur de la Banque centrale Zhou Xiaochuan – ont tiré les banques de leur léthargie mortifère. Suivant l'exemple de gestion et de stratégie des institutions financières étrangères, les banques chinoises classiques ont diversifié leurs métiers et de nouveaux types d'établissements spécialisés ont vu le jour, favorisés par une administration pragmatique et soucieuse de canaliser les financements vers les objectifs nationaux de politique industrielle et de services.

Dans le système qui a perduré jusqu'au début des années 2000, l'administration de la monnaie chinoise et le cloisonnement sévère des activités entre établissements dédiés (banques de développement, de commerce extérieur, régionales, agricoles, de change, maisons de bourse...), l'internationalisation des banques s'est trouvée limitée à un très petit nombre d'établissements agréés, parmi lesquels la Bank of China avait seule le droit d'ouvrir des guichets à l'étranger pour assurer le service du change.

Ce paysage a profondément évolué, et ce en quelques années seulement. Acquisitions de la Banque Internationale du Luxembourg par le groupe Legend, de Banco Espírito Santo par Haitong Securities et de la Caixa Seguros e Saude par Fosun au Portugal, des assureurs Fidea en Belgique et Vivat en Hollande par Anbang, émission obligataire en RMB de la province canadienne de British Columbia, développement du Hong Kong Bond Connect et projet d'un London Connect, lancement des services de paiement et d'e-commerce d'Alipay et d'Alibaba dans divers pays européens, création de la Asian Infrastructure Investment Bank, annonce que plus de 600 projets Belt & Road ont déjà été financés par la China Development Bank, lancement possible des services bancaires « physiques » de WeBank/Tencent en Australie, investissements des grandes banques chinoises à Dubaï, etc.

L'herbe est bien verte intra muros

Par-delà ces effets d'annonce et les grands titres qui font régulièrement la une, la réalité et l'ampleur du développement international des institutions financières chinoises est à nuancer. Tout d'abord, si on exclut leurs opérations à Hong Kong, les sociétés financières chinoises ne réalisent, en fait, qu'une part modeste de leurs revenus en dehors de Chine : par exemple, probablement de l'ordre de 5% pour Bank of China qui reste pourtant la banque chinoise la plus internationale. Alors pourquoi ne retrouve-t-on pas les banques chinoises sur la scène internationale alors qu'elles dominent le palmarès des banques mondiales par la taille de bilan (4 banques chinoises dans les 5 premières) et par la valorisation boursière (5 banques chinoises dans le Top 10 mondial) ? Ceci n'a rien de paradoxal : la très forte rentabilité des banques chinoises est la principale raison de la lenteur de leur déploiement à l'international, par croissance organique ou acquisition. Il est en effet difficile de justifier une expansion « hors les murs » lorsque le marché domestique est si favorable. L'expansion des banques au-delà des frontières est souvent dû à un marché domestique de plus en plus concurrentiel ou pour accompagner les clients entreprises ; l'histoire de la présence des banques américaines et européennes à l'international illustre parfaitement ce propos.

Or, les banques chinoises sont parmi les plus rentables au monde et le développement international de leur clientèle d'entreprises est relativement récent. Pour ICBC ou CCB qui dégagent chacune une rentabilité nette après impôt de l'ordre de 40md USD par an, soit plus que la somme de la valorisation boursière de la 1^{ère} banque allemande et de la 2^{ème} banque française, la tentation d'acquisition est grande mais les dirigeants des banques chinoises ne sont pas dupes, et les régulateurs veillent des deux côtés car la rentabilité des banques chinoises repose essentiellement sur la marge d'intérêt entre le taux des crédits et celui des dépôts grâce à une régulation extrêmement favorable. Sans cet « encadrement du crédit » - en voie de dérégulation mais très favorable sur le marché domestique - la capacité bénéficiaire des banques chinoises serait fortement remise en question.



Les banques chinoises sont-elles alors destinées à rester chez elles ? On ne peut répondre que par la négative, l'histoire se répétant. Les entreprises chinoises vont fatalement grossir à l'international, et les banques devront les accompagner ; elles devront trouver des relais de croissance à l'étranger lorsque la régulation deviendra de plus en plus favorable aux épargnants, mais leur expansion sera lente et progressive.

L'internationalisation des banques, assureurs et entreprises financières chinoises se fera donc avec quelques soubresauts, dus par exemple aux tensions récentes avec les Etats-Unis ou au malaise créé par les ambitions chinoises de la Belt & Road Initiative. Cette évolution heurtée pourra venir également du gouvernement chinois lui-même, attentif aux risques de surchauffe domestique ou de fuite de capitaux. Récemment, le gouvernement et le régulateur ont donné un coup d'arrêt à la relative bouffée d'acquisitions des années 2015-2016 et les groupes financiers chinois les plus endettés revendent maintenant certains de leurs actifs. L'expansion chinoise prendra donc du temps, par manque d'expérience et de personnels rompus à la direction des activités financières hors de Chine : du fait de systèmes de contrôle interne encore peu adaptés, les groupes financiers chinois ont parfois rencontré des difficultés à gérer efficacement leurs entités à l'international, voire parfois à maîtriser leurs risques réglementaires et n'ont pas toujours été efficaces dans la gestion de leur communication.

Les ambitions des institutions financières chinoises à l'international sont légitimes pour soutenir le développement d'un pays qui est désormais la 2^{ème} économie du monde. Cependant, la plupart des grands groupes financiers chinois sont bien conscients de leurs capacités actuelles et de leurs contraintes. En dehors de certaines exceptions, ils ont en réalité quasiment tous adopté des politiques de développement à l'international graduées et prudentes.

Comme ce fut le cas il y a vingt ou trente ans pour les banques « occidentales », la stratégie des institutions financières chinoises consiste essentiellement à accompagner leurs clients chinois dans leurs opérations à l'étranger, d'abord pour les aider dans leurs opérations d'import-export, puis pour financer leurs projets et implantations dans divers pays, voire maintenant pour faciliter les paiements des touristes chinois. La présence de ces institutions financières à l'étranger est aussi un poste d'observation fondamental pour apprendre et se préparer à la mondialisation des entreprises et institutions chinoises mais aussi à la transformation des règles du jeu en Chine qui risquent de converger de plus en plus vers les normes et standards internationaux.

La diversification des métiers avec l'apparition de la banque digitale joue également en faveur d'une certaine internationalisation « légère », sorte de soft-power bancaire que les grands établissements traditionnels maîtrisent beaucoup moins que les start-ups agiles qui suivent l'exemple des pionniers Alibaba et Tencent. C'est donc peut-être à travers des acquisitions domestiques que les banques chinoises multi-métiers réussiront un jour leur mondialisation espérée.

Paul Yang, CCE Hong Kong

Le capital-risque et la nouvelle économie chinoise

C'est le moment de croire aux contes de fées : 2018 a été une année record avec 47 nouvelles licornes (sociétés privées globales valorisées à plus de 1md USD). En janvier 2019, CB Insights listait 310 licornes² dans le monde avec une valorisation collective de 1 052md USD en accroissement de 257md. 172 de ces licornes sont américaines. La Chine est au deuxième rang avec 82 licornes. Deux des trois premières en valorisation, Bytedance et Didi Chuxing, sont chinoises.

Les efforts de la Chine pour transformer son économie basée sur l'industrie et prendre une position de leader en matière d'innovation technologique ont été couronnés de succès. Elle a ainsi acquis une position prééminente sur la scène mondiale de la finance et du capital-risque, en grande partie grâce à l'appui du gouvernement. Le capital-risque a ainsi joué un rôle clé dans la croissance de l'économie chinoise.

Globalement, 2018 a été une année étonnante par le nombre d'opérations de montants substantiels, en particulier les 14md USD levés par Ant Financial et les 12.8md USD levés par Juul, le développeur américain de e-cigarettes. En termes d'investissement total en capital risque, les Etats Unis gardent la première place avec un nombre croissant de méga deals dépassant les 100m USD, suivis par la Chine. L'Asie a obtenu la palme des opérations de montant unitaire supérieur à 1md USD.

Le capital risque en Chine

Grace à sa croissance économique et à ses progrès technologiques la Chine est devenue en quelques années le second marché de capital risque avec 3 500 acteurs. Les grands groupes à forte croissance ont également créé des filiales de capital-risque à la recherche de technologies disruptives susceptibles de contribuer à la croissance de leur cœur de métier.

Des sommes importantes d'origine privée et de capital-risque sont venues s'investir dans la nouvelle économie chinoise. Ces flux financiers ont poussé les investisseurs à structurer des opérations de plus en plus importantes. Leur taille moyenne a été multipliée par 7 pour atteindre 213m USD en 2018 (contre 30m USD en 2013). Les fonds d'investissement privés, fonds PL, fonds souverains ainsi que les géants de la technologie chinoise se sont partagé les opérations les plus importantes (supérieures à 200m USD) alors que les sociétés de capital-risque se sont focalisées sur celles de moindre envergure.

La croissance économique chinoise récente et le dynamisme de ses entrepreneurs ont créé un nouveau modèle économique de croissance qui a à son tour stimulé le dynamisme des activités de financement en capital.

La nouvelle économie chinoise

En 2018, les fonds d'investissements privés ont été très actifs en Chine principalement dans les secteurs de l'internet et de la technologie. Les investisseurs ont ainsi soutenu les technologies structurant la nouvelle économie et les jeunes pousses du secteur en vue de générer de forts retours sur investissement. Depuis 2010, l'internet et la technologie constitutifs de la nouvelle économie ont représenté 85% de la croissance des investissements privés en capital de la Grande Chine.

L'expansion rapide des sociétés technologiques chinoises est due à l'adoption enthousiaste par les consommateurs des nouvelles technologies, entre autres dans les domaines des services financiers, des jeux en ligne, de l'éducation, de la santé et de l'intelligence artificielle. Certaines de ces « techcos » investissant activement dans des jeunes pousses étaient encore récemment des jeunes pousses elles-mêmes. De même, les fonds de capital-risque chinois cherchent activement à financer des technologies susceptibles de faire croître leur cœur de métier et leur modèle d'affaires. Baidu Ventures constitue un bon exemple de ce type d'activité : cette filiale de capital risque du géant chinois des moteurs de recherche a figuré parmi les plus actifs investisseurs mondiaux de capital dans l'intelligence artificielle en 2018. Ils ont investi 1.2md USD dans 53 sociétés l'année dernière, dont 13 dans ce dernier secteur.

Une tendance baissière

La Chine est la deuxième économie mondiale et devrait se hisser à la première place d'ici 2030. Cependant, selon un récent article du South China Morning Post (SCMP) la Chine a connu un « passage nuageux » en matière d'investissement de démarrage en capital risque, marqué par une baisse de 13% en 2018 : moins d'opérations de démarrage, dont les conclusions ont pris plus de temps. Il en est résulté un report des financements vers les jeunes pousses de taille intermédiaire et les « techcos » plus matures. Les jeunes pousses en phase de démarrage (avant levée de capitaux de série B) ont ainsi eu plus de mal à se financer. Une tendance vers la recherche de la qualité a été constatée de la part des fonds d'investissement et des sociétés de capital-risque, qui ont accepté des retours sur investissement moindres, allouant moins de fonds aux investissements de démarrage risqués et choisissant des options plus matures et plus proches de l'introduction en bourse. Le marché a ainsi été polarisé, ce qui menace l'esprit de dynamisme caractéristique jusqu'alors des entrepreneurs chinois innovants.

Le climat n'est donc pas très favorable pour les jeunes pousses chinoises en phase de démarrage alors que les géants de la technologie drainent les investissements, réduisant la source de capital des jeunes pousses qui cherchent à croître rapidement et à changer d'échelle. Si la Chine a dominé la scène des investissements de capital risque en Asie en 2018, le dernier trimestre de l'année a montré une préférence des investisseurs dans la région pour un nombre réduit d'opérations de montant élevé.

² Sur le sujet des comparaisons entre les licornes de différentes origines et les difficultés d'appréciation liées à des définitions divergentes (en particulier entre la Chine et les Etats-Unis), on peut se reporter utilement à l'étude : <https://www.oezratty.net/wordpress/2019/evaluation-licornes-chinoises/>

Selon Cheng Yu, associé du fonds de démarrage Morningside Venture Capital intervenant dans un panel de la conférence de la : Hong Kong Venture Capital and Private Equity Association en janvier : « *Tant pour les leveurs de fonds que pour les investisseurs, le marché chinois se polarise. On voit des capitaux importants se diriger vers les méga fonds en md USD, laissant de côté les fonds plus petits qui ont du mal à se financer en USD.* » D'où l'autorisation par le régulateur de plateformes de financement comme AngelHub, la première plateforme de financement de jeunes pousses de Hong Kong visant à remédier à cette lacune en réponse aux besoins de financement de ce type de sociétés en Asie.

Depuis la fin de 2018, la correction en matière de valorisation que tout le monde attendait semble se produire. Ainsi la jeune pousse digitale dans le secteur de l'Assurance ZhongAn Online P&C Insurance, qui compte parmi ses actionnaires Ant Financial, Tencent Holding et Ping An Insurance a levé environ 1.5md USD lors de son introduction à la bourse de Hong Kong en septembre 2017, deux ans après avoir levé près de 730m USD d'investissement en pré-introduction. De plus, les fonds d'investissements et sociétés de capital-risque qui ont décidé de sortir en bourse ont dû le faire sur des valorisations réduites du fait de la tendance du marché. Dans un récent article, Nisa Leung, directrice associée de Qiming Ventures Partners déclarait : « *Les valorisations ont décliné. Même dans les segments « chauds » telles les applications de l'intelligence artificielle, on constate des baisses de 20 à 30% »*

La Greater Bay Area (GBA) : moteur de croissance

L'innovation et la coopération sont au cœur du projet de la Greater Bay Area, région multipolaire dans laquelle le gouvernement voit Shenzhen jouer le rôle de pôle d'innovation technologique et Hong Kong conserver sa position de première place financière régionale. Plusieurs jeunes pousses hongkongaises comme Qupital, Bowtie, Lalamove, WeLab et autres ont pu utiliser la GBA comme levier tant pour le financement que pour le changement d'échelle de leurs opérations dans la région.

Qupital : plateforme de crédit commercial pour petites et moyennes entreprises opérant dans la grande Chine, a levé 15m USD en série A auprès du fonds chinois CreditEase Fintech Investment, levée suivie par les investisseurs existants Alibaba HK Entrepreneurs Fund et MindWorks Ventures. Qupital prévoit d'utiliser ces fonds pour se lancer dans les principales villes de Chine et créer un nouveau centre technologique dans la GBA.

Bowtie : jeune pousse du secteur de l'assurance, Bowtie a réussi à lever en série A en 2018 30m USD de la part d'investisseurs mondiaux, du fonds soutenu par Sequoia HK X-Technology présidé par Pony Ma (chairman de Tencent) et de l'assureur canadien Sun Life. Bowtie a obtenu la première licence d'assureur virtuel émise par la Hong Kong Insurance Authority .

Lalamove : est une jeune pousse dans le domaine de la logistique. Elle a levé 300m USD en série D auprès d'un groupe d'investisseurs mené par Hillhouse Capital et Sequoia China. Leurs opérations sont basées en Chine où deux millions de chauffeurs dans 130 villes offrent des services de transport et de livraison par camions, voitures et deux roues.

WeLab : a démarré en prêtant de l'argent en ligne à Hong Kong puis s'est étendu dans la GBA en offrant des services financiers à plus de 30 millions de clients à Hong Kong et en Chine. WeLab a levé 400m USD en trois fois. Ses investisseurs en série B+ incluent Alibaba Hong Kong Entrepreneurs Fund.

Autres facteurs affectant le secteur

Les levées de fonds en Chine ont été affectées négativement par plusieurs facteurs dont les tensions commerciales entre les Etats Unis et la Chine qui ont accru le risque de perturbations macroéconomiques dans la région. Par ailleurs, le marché de l'investissement privé en Chine s'est polarisé avec d'un côté les grands fonds ayant un bilan solide et les petits fonds qui ont du mal à se financer et à sortir, ce qui provoque une dynamique de « winner takes it all ». De plus, avec la tendance au ralentissement de l'économie chinoise, le gouvernement a renforcé les réglementations financières en vue de maîtriser la dette et les risques financiers. Ces mesures ont affecté les investissements privés en capital et ont conduit à un déclin des levées en CNY en 2018. Sur une note plus positive, les règles restreignant la double cotation à Hong Kong et Shanghai ont été assouplies, permettant aux « megatechs » chinoises de s'introduire à la bourse de Hong Kong ou d'y préparer une introduction.

Bien que la technologie et l'innovation se soient développées et transformées de façon exponentielle, la validité du cœur de la technologie chinoise est souvent mise en doute, en raison de la préexistence sur le marché de technologies équivalentes américaines. La Chine attend également patiemment que la vague de l'internet mobile laisse progressivement la place aux gigantesques opportunités qui se profilent grâce à l'intelligence artificielle. Une première opportunité à s'être concrétisée à Hong Kong est SenseTime qui est devenue la première société mondiale d'intelligence artificielle en termes de valorisation, et mène des opérations importantes en Chine.

Le secteur du capital risque hongkongais reste extrêmement dynamique et les jeunes pousses y fleurissent. Hong Kong s'enorgueillit de 9 licornes autochtones et compte la plus grande densité de licornes en proportion de sa population.

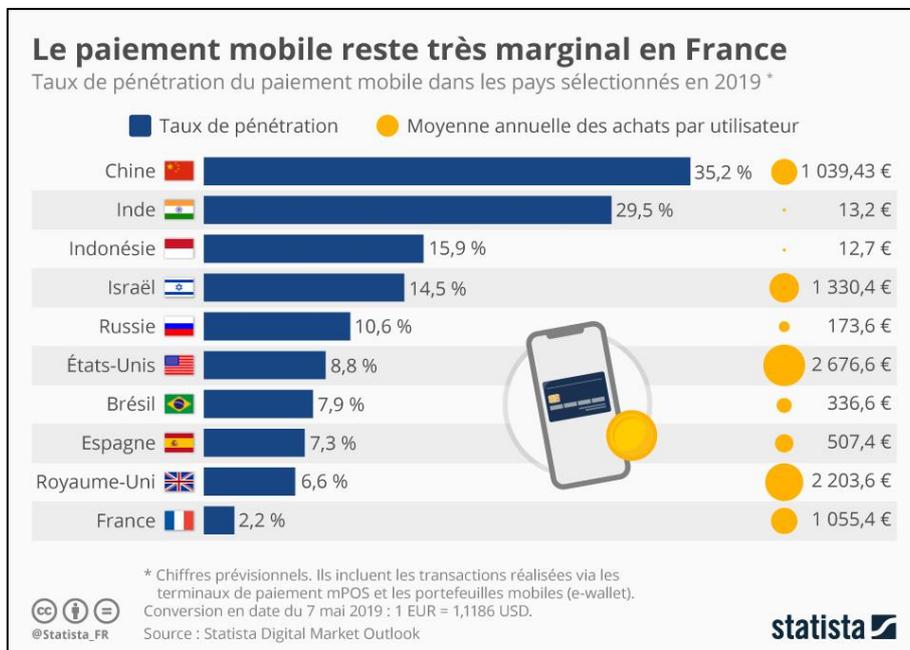
Karen Contet Farzam, CCE Hong Kong

FinTech : le village numérique mondial prépare la suprématie du mobile

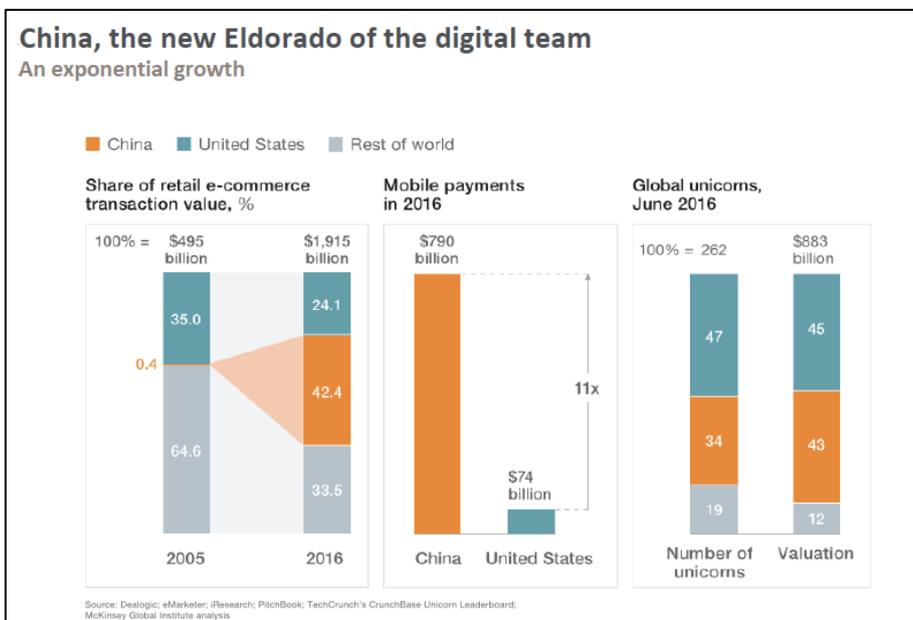
Les entreprises catégorisées dans l'ensemble « FinTech » touchent aux services bancaires, d'assurance et de gestion d'actif. La définition de FinTech peut varier d'un pays à l'autre avec un mouvement de nouveaux acteurs qui s'est accéléré vers 2004 avec le paiement mobile et le financement participatif (crowdfunding et P2P lending).

Du côté chinois, deux mastodontes émergent. AliPay de Ant Financial (groupe Alibaba) gère le fonds de trésorerie Yu'e Bao (record mondial de 148md USD d'actifs en gestion) et possède plus de 700 millions d'utilisateurs uniques. L'application poly-services WeChat (du groupe Tencent) propose WeChatPay qui compte 1,1md d'utilisateurs uniques par mois.

Le graphe suivant illustre l'écart entre les pays. Au-delà de la dimension culturelle, l'une des variables structurantes est le cadrage juridique de l'usage fait des métadonnées. Un SMS non sollicité sur une base de données ou au passage d'une vitrine peut avoir en France un caractère pénal quand c'est ailleurs une animation attendue d'un réseau social, les plus mauvais animateurs de réseaux étant avertis de l'intérêt des services de localisation. Par voie de conséquence, la France consomme moins, embauche moins et pèse très peu dans certains usages de ces écosystèmes.



En valeur absolue des achats par mobile la Chine a pesé 11 fois plus que les Etats-Unis en 2017 et l'écart s'est encore creusé en 2018. Au sein des BATHXJD, deux poids lourds se distinguent : AliPay (60%) et WeChatPay (30%).



La comparaison d'acteurs connus ci-dessous donne un aperçu de l'importance des écarts.

Nombre d'utilisateurs de plateformes mondiales de paiement mobile en 2017	
WeChat Pay	600 millions
Alipay	400 millions
Paypal	210 millions
Apple Pay	87 millions
Samsung Pay	34 millions
Amazon Pay	33 millions
Chase Pay	28 millions
Android Pay	24 millions

Source: Payments cards & Mobile Magazine (Jan-Feb 2019)

Les innovations socio-économiques de rupture tels les scores de risques sociaux, inimaginables en Occident, incitent à bâtir des obstacles à la progression des acteurs chinois. Sur le champ de bataille de la mondialisation, faire du « data mining » sur les données structurées de 50 millions d'acheteurs numériques français semble dérisoire quand on brasse des données, notamment non structurées, de comportements d'achats d'1,2md d'acheteurs en ligne. Gérer 200 millions de profils numériques en temps réel, c'est 100 000 fois mieux que 2 000 profils en simulation différée à partir de données froides, historiques et quasi-stériles de nos éditeurs de logiciels. A l'inverse, pour les acteurs européens, il devient difficile de comprendre les franchissements de seuil dans la gestion des données. Les déficits de pratiques, de connaissance, et de métiers innovants s'en suivent, parfois de manière irréversible avec leurs conséquences en terme d'emploi et de compétitivité des offres. Le génie du discours politique des deux côtés des frontières laisse cependant de l'espoir : du côté de la Chine avec sa capacité attractive de créer de la dette BRI et du côté européen avec l'espoir que les frontières résisteront dans la durée avec la préservation de nos valeurs fondamentales, notamment en terme de respect de nos droits numériques et de la protection des données personnelles du citoyen numérique européen avec la RPGD.

La raison d'être des données personnelles que l'on gère en Chine concerne la préservation des intérêts de la communauté, quand la préservation des intérêts financiers de l'entreprise pour les Américains et l'intérêt de l'individu pour les Européens sont des biens précieux qu'il faut protéger. Se dessinent ainsi trois paradigmes principaux de la valeur culturelle de la donnée : respecter la communauté, faire du profit et protéger les droits acquis.

En réalité, le score de risque « social » est déjà pratiqué en Occident depuis des décennies dans la plus grande confidentialité, plus récemment par Facebook à la suite de l'exemple chinois. Il est décuplé par les institutions gouvernementales chinoises qui le pratiquent à visage découvert avec la complicité de Tencent et Alibaba pour ne citer qu'eux. Il consolide un socle de valeurs d'une nation de plus en plus conquérante et bientôt dominante dans tous les domaines de la technologie numérique :

- **blockchain** utilisée par exemple par Tencent pour le métro de Shenzhen sur l'ensemble de la chaîne de valeurs logistique – du billet émis, aux respects des règles du porteur de ticket et la comptabilité des fournisseurs au bénéfice de l'opérateur et de l'administration fiscale – par le prêteur en ligne Lufax – Ping'An avec sa plateforme de vérification de l'identité de ses utilisateurs et de conservation de la trace des transactions.
- **intelligence artificielle** dont les processus d'acquisition de connaissance dépendent fondamentalement des données, notamment non-structurées,
- **authentification biométrique**, utilisée dans les domaines financiers pour les paiements (capture, stockage, algorithmes de traitement, de restitution et croisement des empreintes digitales, réseaux veineux, iris, reconnaissance faciale ou vocale...).
- **utilisation de l'informatique quantique** (alertés par les progrès rapides des solutions quantiques chinoises, les Etats-Unis ont décidé en décembre 2018 d'allouer 1,9md USD à un plan de recherche concurrent).

Jack Ma, fondateur d'Alibaba affirmé au forum économique de Davos préférer développer ses affaires en Afrique, trouvant l'Europe trop « anxieuse » sur les sujets des données et des règles de protection d'informations individuelles. Le cœur des affaires d'Alibaba (e-commerce et paiements numériques) requiert l'exploitation des données personnelles de l'utilisateur : elle en a fait l'un des pionniers mondiaux d'utilisation de la blockchain, utilisée dès 2017 pour rendre transparente la chaîne alimentaire des produits vendus. Alibaba applique également depuis plus de deux ans la technologie blockchain aux paiements et virements transfrontières et au micro-dons à l'échelle de 600 millions d'utilisateurs, ainsi que le paiement par hochement de tête.

Les utilisations des Mobile FinTech ne font que renforcer la fracture numérique. Hong Kong, Shanghai, Shenzhen regorgent d'acteurs établis et de startups singulièrement performants et robustes sur les technologies de reconnaissance faciale et autres.

En Chine continentale, si la recherche bat son plein avec la création d'applications à usage financier, les autorités gardent un contrôle a posteriori vigilant : en 2015 face à l'explosion des plateformes de prêts en ligne et à la forte croissance des défauts de remboursement qui s'en est suivie, les autorités chinoises ont forcé la rationalisation de 15000 plateformes et réduit leur nombre à quelques centaines.

Mais le développement de la finance numérique au sens large ne semble pas devoir se ralentir. Sur la base solide des paiements électroniques dématérialisés – aujourd'hui proposés dans quelques 150 pays pour les voyageurs et touristes chinois – les grands acteurs Alibaba (voir ci-après notre rubrique « Les groupes chinois mondialisés ») et Tencent ont bâti un écosystème dont le spectre d'activités s'étend de mois en mois. Aux prêts personnels et aux comptes d'épargne sont venus s'ajouter des services de gestion de patrimoine de plus en plus sophistiqués et, plus récemment, l'assurance vie et dommages et la couverture santé, généraliste ou spécialisée, Ant Financial proposant récemment une couverture mutualiste des risques de cancer.

Avec la toute récente décision de Hong Kong de délivrer des licences bancaires virtuelles à quatre acteurs numériques (Alibaba, Tencent, le téléphoniste Xiaomi et l'assureur Ping An), l'internationalisation pour la collecte de clients étrangers est bien lancée.

Gilbert Réveillon, CCE France

Les groupes chinois mondialisés

Ant Financial, la finance à portée de tous grâce à la technologie

A l'origine simple service destiné à faciliter les transactions en ligne sur les plateformes d'e-commerce du géant chinois Alibaba, Alipay, créé en 2004, s'est développé et a étoffé ses services pour devenir officiellement en 2014 **Ant Financial Services Group**. Ancré à Hangzhou, Ant Financial est devenu en quelques années le principal fournisseur de services financiers en Chine et la plus importante Fintech au monde selon KPMG. Ant Financial se décrit comme une entreprise de technologie apportant des services financiers inclusifs dans le monde. Composée aujourd'hui d'une multitude de sociétés affiliées, Alipay n'en reste pas moins le produit phare de cette jeune société. Actuellement première start-up au monde, le groupe emploie près de 9.000 employés et compterait près d'un milliard d'utilisateurs à travers le monde. Ant Financial pèse 150md USD, soit l'équivalent de la capitalisation boursière combinée de Morgan Stanley et Goldman Sachs. Récemment, Alibaba a réorganisé son capital de manière à détenir 33% de l'entreprise, ce qui laisserait présager une introduction en bourse en 2019.

Créer un écosystème de services financiers pour offrir aux particuliers et aux plus petites entreprises une « égalité des chances ».

Ant Financial a pour symbole la tenace petite fourmi dont l'action collective recèle une force sans limite. Cet insecte est également le symbole de la confiance d'Ant Financial dans les petites et micro-entreprises et les particuliers auxquelles elle s'adresse plus spécifiquement.

Le groupe affiche sa volonté d'offrir une « égalité des chances » en mettant à portée de tous et notamment des personnes non bancarisées et sous-financées, des services financiers sûrs et inclusifs.

Ant Financial s'appuie pour cela sur ses technologies que ce soit la blockchain, l'Intelligence Artificielle ou l'Internet des objets pour accompagner les petites entreprises et particuliers dans leur vie quotidienne à travers leur smartphone. Avec la démocratisation de ces derniers, le service de paiement en ligne Alipay est devenu un incontournable de la vie quotidienne des Chinois. En outre, le groupe a exploité le marché hors ligne avec les systèmes de QR code et a développé la vérification par empreintes digitales.

Ant Financial a diversifié ses activités à travers une multitude de plateformes créant ainsi un écosystème de services d'une ampleur sans précédent :

- des transactions financières autour d'Alipay. Des paiements en ligne à ceux en magasin, cette application est devenue multi-usages et permet désormais aux utilisateurs de payer leurs factures, acheter des billets de transports, choisir une assurance, commander un taxi...etc.
- des services de crédit, parmi lesquels **Huabei** (Ant Credit Pay), système de carte de crédit facilitant les paiements en crédit, **Jiabei** (Ant Cash Pay, service qui propose des prêts à la consommation, **MyBank**, banque en ligne à destination des PME qui accorde des micro-crédits et **Zhao Caibao**, marché permettant aux institutions financières d'offrir des prêts aux utilisateurs.
- des services assurantiels à travers la plateforme **Ant Financial Insurance Services**, accueillant plus de 80 compagnies d'assurance, et le lancement, en octobre 2018, de **Xiang Hubao**, mutuelle santé complémentaire.
- des services d'investissement, avec Ant Fortune, système lancé en 2015 qui recommande des investissements aux consommateurs en analysant leurs données, ou avec **Tianhong Yu'eBao**, plateforme proposant aux utilisateurs d'Alipay d'investir leur trésorerie excédentaire.
- des services de sécurité financière, avec **Zhima Credit** dont l'objet est d'analyser les données des utilisateurs d'Alibaba pour évaluer leur solvabilité, ou avec **Zoloz**, plateforme mondiale de vérification d'identité basée sur la biométrie.



Un recentrage sur les services technologiques à destination des institutions financières

Face à la montée en puissance des entreprises de technologie financière et des préoccupations inhérentes aux possibles risques systémiques, la réglementation chinoise s'est durcie. Les autorités chinoises ont mis en place un contrôle accru sur les systèmes de paiements mobiles, d'attribution de micro-crédits et de gestion de fortune, qui a amené le groupe à recentrer sa stratégie sur les services technologiques. Ainsi, en septembre 2019, Ant Financial a lancé sa marque Ant Financial Technology avec une gamme complète de produits et services technologiques à destination des institutions financières. Le groupe propose ainsi aux institutions financières des services d'analyse des marchés et de ciblage de clientèle en utilisant les bases de données de consommateurs dont elle dispose. Ant Financial propose également des technologies et service de stockage informatique à distance pour les entreprises financières, à travers Ant Financial Cloud.

Les défis de l'exportation du modèle

Après avoir conquis les consommateurs chinois sur leur marché domestique, Ant Financial a accéléré depuis quelques années le déploiement de ses services à l'international.

En Europe, la priorité du Groupe est pour l'instant d'accompagner les utilisateurs venant de Chine, et la communauté chinoise locale, et non de convertir les consommateurs encore très peu utilisateurs de paiement mobile à ce jour. Ant Financial s'est associé avec des grandes sociétés financières et de Fintech telles que BNP Paribas, Barclays, Unicredit, Six, Wirecard et avec des sociétés comme Ingenico, opérateurs de terminaux de paiement, afin de pouvoir mettre ses services à disposition dans les points de vente. Ant Financial s'est emparé en février 2019 de la société britannique Worldfirst, spécialiste du transfert d'argent international, pour un montant estimé à 700m USD. Aux Etats Unis, le groupe a plus de mal à percer et a dû renoncer en 2018 à l'acquisition de l'entreprise Moneygram, opération annulée par les autorités pour des questions de sécurité nationale.

Ant Financial se développe aujourd'hui fortement dans les pays émergents, souvent sous-bancarisés. En Asie, des versions locales d'Alipay ont été lancées dans huit pays, dont la Malaisie, la Thaïlande, les Philippines, et l'Inde où le système Paytm, dont Alibaba et Ant Financial sont actionnaires, enregistre une très forte croissance. Ant Financial entend continuer son développement international et s'attaquer aux marchés émergents en Afrique et en Amérique du Sud, avec une ambition de devenir « une entreprise mondiale avec 2 milliards d'utilisateurs dans les 10 ans à venir ».

Eléonore William, Comité France Chine

BRI-Digest



LA BRI VUE DE SINGAPOUR

Chongqing Connectivity Initiative et le corridor Chongqing - Singapour

La coopération sino-singapourienne a connu une forte accélération depuis le lancement en 2015 de l'initiative de connectivité stratégique *China-Singapore (Chongqing) Demonstration Initiative on Strategic Connectivity* (Chongqing Connectivity Initiative - CCI). L'objectif est d'améliorer la connectivité entre Singapour et l'Ouest chinois dans quatre domaines : les services financiers, l'aviation, le transport et la logistique, les technologies de l'information et de la communication. Ce projet inter-gouvernemental scellé par Xi Jinping et Lee Hsien Loong à Singapour s'inscrit dans un objectif plus large de coopération stratégique à long terme entre les deux pays.

Le protocole signé en Novembre 2018 a ouvert la voie en particulier au développement du *International Land-Sea Trade Corridor* (CCI-ILSTC) reliant Chongqing au Sud de la Chine par train jusqu'à Qinzhou (Golfe de Beibu, région autonome du Guangxi) et Qinzhou à Singapour par la voie maritime pour développer la connectivité entre la Chine de l'Ouest, l'Asie du Sud-est et le reste du monde.

Cette coopération renforce le rôle de Chongqing (30m d'habitants, la municipalité à rang de province depuis 1997, la plus grande des 4 municipalités rattachées au gouvernement central) comme *hub* logistique majeur de la BRI avec un système multimodal de transports intégrant le rail, l'aérien, le maritime et le routier. Chongqing est connectée à la fois vers l'Ouest par la route ferroviaire du Chongqing-Xinjiang-Europe Railway (Yu Xin'Ou), vers l'Est avec la route fluviale du Yangzi Jiang jusqu'à Shanghai, et vers le Sud par la route maritime via Qinzhou et Singapour. Le corridor ouvre la porte des pays de l'ASEAN à Chongqing et à 8 provinces de l'Ouest chinois. De son côté, Singapour accroît son avantage comme *hub* maritime majeur de la BRI au niveau des connexions avec les pays de l'ASEAN et comme voie maritime d'accès privilégiée à la Chine de l'Ouest.

Le corridor ILSTC, système de transport intermodal ferroviaire et maritime, réduit considérablement les distances à parcourir et la durée du transport. Deux jours suffisent pour relier Chongqing à Qinzhou (1450km), contre 14 jours pour atteindre Shanghai et la côte Est (2400km). Au total, le trajet de Chongqing à Singapour est réduit de 14 jours, de même que la durée des trajets à destination des ports de l'ASEAN, de l'Europe ou de l'Afrique.

La mise en œuvre du projet de connectivité est supervisée par des autorités conjointes sino-singapouriennes et s'appuie sur les grandes institutions chinoises : National Development and Reform Commission (NDRC), Ministry of Industry and Information Technology (MIIT), Bank of China (BoC), autorités douanières, etc. Depuis 2015, 118 contrats (21.4md USD) ont été signés pour la coopération dans les domaines de la logistique multimodale, de l'aéronautique, de l'énergie, des technologies de l'information et communication, et des services financiers.

Dans le domaine des transports et de la logistique, le développement du nouveau terminal à containers du port de Qinzhou est confié à une joint-venture associant deux entreprises singapouriennes, l'opérateur portuaire PSA International et la compagnie maritime Pacific International Lines (PIL), à Beibu Gulf Port Group - l'opérateur portuaire du Guangxi. Pacific International Lines investit également dans un parc logistique intégré à Nanning, la capitale de la région autonome, l'un des nœuds de communication dans la région et zone d'échanges commerciaux avec le Vietnam.

Deux autres joint-ventures sino-singapouriennes développent un *hub* innovant de distribution multimodal à Chongqing. Ce *hub* inclut le port de Guoyuan au sud-ouest de Chongqing sur le fleuve Yangzi, un système de monorails électriques pour transporter les containers du port à la gare, et les liaisons ferroviaires au départ de Chongqing.

Dans le domaine du transport aérien, les aéroports de Singapour, Changi Airport International, et de Chongqing, Chongqing Airport Group, ont créé une joint-venture avec la participation des ingénieurs du Chongqing Institute of Aeronautics. En 2018, la compagnie chinoise Chongqing Airlines loue 7 Airbus à la société de leasing d'avions BOC Aviation, filiale de Bank of China cotée à la bourse de Hong Kong et dont le siège est à Singapour. Les discussions entre les aéroports de Chongqing et de Singapour portent sur la cinquième liberté de l'air qui permettrait par exemple à Singapore Airlines d'opérer des vols internationaux à partir de Chongqing, le *code sharing* entre les deux compagnies aériennes, ou encore les boutiques hors taxes. Fin 2018, Hainan Airlines a inauguré une ligne directe Chongqing-Paris.

Dans le domaine de l'énergie, Sembcorp Industries, leader singapourien de l'énergie, et Chongqing Energy Investment Group, conglomérat industriel de Chongqing signent en 2016 un partenariat stratégique pour le développement de projets le long de la BRI en énergie, développement et construction de villes. La joint-venture est détenue pour 49% par Sembcorp et pour 51% par une filiale de Chongqing Energy. Sembcorp Industries opère à Chongqing, Shanghai et, pour les parcs éoliens, en Mongolie intérieure et dans la province du Hebei.

Dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, plusieurs projets sont en phase d'évaluation notamment dans le traitement des données et dans l'Internet. Le pilote du côté singapourien est l'entreprise Singapore Technologies Electronics (ST Electronics) dont la filiale à Chongqing est centrée sur le métro de Chongqing, le transport et les bâtiments intelligents.

Southern Transport Corridor



STRAITS TIMES GRAPHICS

Dans le domaine financier, la coopération entre Chongqing et Singapour porte sur des projets-pilotes en matière de management des dettes extérieures, gestion des échanges commerciaux transfrontaliers effectués en CNY, et nouvelles solutions technologiques pour le règlement des opérations de change. Les projets sont menés par des groupes singapouriens, Fullerton Financial Holdings, Singapore Global Logistic Properties Group et leurs homologues chinois appartenant à la municipalité de Chongqing. Depuis 2016, la banque singapourienne United Overseas Bank (UOB) participe à des investissements de plus de 500m CNY entre Chongqing et les pays d'Asie du Sud-Est, et 90% de ces montants représentent des flux d'investissements entre Chongqing et Singapour.

A Chongqing en novembre 2018, le sommet financier sino-singapourien de la Chongqing Connectivity Initiative a réuni des professionnels et des officiels, les autorités financières et monétaires des deux pays et les banques centrales des pays de l'ASEAN, au sujet des opportunités de financements d'infrastructures transfrontières et le développement des Fintech. Trois accords ont été signés à l'occasion du sommet :

- Participation de la Singapore Fintech Association au développement de l'industrie des Fintechs à Chongqing,
- Collaboration au niveau des Fintechs dans le domaine de la distribution et des services financiers en Chine avec la participation de la banque singapourienne OCBC, du groupe chinois d'électronique et de téléphonie Xiaomi et du groupe financier chinois Hanhua Financial Holding Co,
- Développement de la microfinance avec la participation du groupe d'assurance chinois Ping An, du Chongqing Financial Assets Exchange et des investisseurs institutionnels singapouriens.

Enfin le ministère des affaires étrangères de Singapour et la municipalité de Chongqing ont élargi la coopération aux programmes d'échanges et de formation, ainsi qu'au domaine de la santé : un projet de nouvel hôpital avec la participation du Raffle's Medical Group de Singapour, et des recherches universitaires avec le soutien de National University of Singapore (NUS).

[Geneviève Barré, personnalité experte associée au CCE](#)

ACTUALITÉ DE LA BRI (dernier bimestre)

- Le fonds souverain chinois CIC recherche des partenaires internationaux pour mettre en place un « Belt & Road Cooperation Fund » permettant une syndication du risque des projets à venir. Une part des fonds bilatéraux créés comme avec le Japon ou la France pourrait être apporté à ce fonds (CD, 18/3)
- Le Pakistan a assigné à d'autres projets nationaux une partie estimée à 172m USD des fonds chinois consacrés au projet du corridor CPEC de la BRI (Nikkei, 20/3)
- Dans l'optique du prochain sommet de Pékin, la NDRC est en train de redéfinir les critères qualifiant les contrats d'investissements comme faisant partie de la BRI et pouvant porter son nom (Bloomberg, 3/4)
- Après avoir atteint 24md USD en 2016 et 14md en 2018, les investissements immobiliers chinois dans les pays de la BRI n'atteignent qu'un 1md USD depuis le début de l'année (FT, 3/4)
- Le Conseil Archéologique de Grèce (KAS) refuse à COSCO l'extension du port du Pirée (Ethelboro, 4/4)

- Selon la NDRC, les 82 zones économiques spéciales établies dans 24 pays de l'initiative ont à ce jour entraîné la création de 300 000 emplois et payé 2md USD de taxes aux gouvernements (Xinhua, 6/4)
- Ouverture de la ligne ferroviaire intercontinentale du China Railway Express entre Shenzhen et Lodz en Pologne pour acheminer 2 à 4 fois par semaine des téléviseurs Skyworth à monter sur place (CD, 9/4)
- Bank of China émet des obligations multidevises d'un total de 3,8md USD dédiés au financement à coût réduit de projets à long et moyen terme de la BRI (Xinhua, 12/4) ICBC Singapour émet 2,2md USD d'obligations vertes « de coopération régulière interbancaire BRI » (Xinhua, 18/4)
- Une ligne ferroviaire régulière de cargo est lancée entre le port d'Amsterdam et Wuhan (Railfreight, 18/4)
- L'Eximbank of China signale qu'elle a dépassé 1 000md CNY (149md USD) d'encours de prêts pour les 1 800 projets BRI qu'elle a en portefeuille (Xinhua, 22/4)
- L'AIIB accepte la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Tunisie et l'Uruguay comme nouveaux membres, ce qui porte le total des pays participants à 97 (Caixin, 23/4)
- L'émetteur de carte de paiement China Union Pay signe dans le cadre de la BRI des accords de coopération avec des institutions financières du Laos, d'Indonésie, de Thaïlande, des Emirats et d'Ouzbékistan (CD, 24/4)
- L'institut Chine Nouvelle crée avec 15 autres groupes de réflexion le réseau d'études de la BRI (BRNS), système ouvert d'échanges et de coopération académique (Xinhua, 24/4)
- Première réunion à Pékin du Conseil de Belt & Road News Network BRNN, regroupant 182 médias de 86 pays, dont le journal français « la Provence » (Quartz, 25/4)
- Exim Bank of China (1800 projets en cours) et Standard Chartered (100 projets) signent un protocole pour le financement conjoint de nouveaux projets de l'initiative BRI (Xinhua, 25/4)

DECLARATIONS

Selon le Secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo, l'aménagement par la Chine des îles de Mer de Chine méridionale et l'initiative BRI sont deux parties liées de la même stratégie de défense (SCMP, 29/3)

LECTURES CONSEILLEES

- **Rome Beijing : Changing the game**, Nicola Casarini, Istituto Afari Internazionali, mars 2019 : <https://www.iai.it/sites/default/files/iajp1905.pdf>
- **Misdiagnosing the Chinese Infrastructure Push**, Deborah Brautigam, The American Interest, 4 avril 2019 : <https://www.the-american-interest.com/2019/04/04/misdiagnosing-the-chinese-infrastructure-push/>
- **Seven Years of The 16+1: An Assessment of China's 'Multilateral Bilateralism' in Central Europe**, Justina Szczudlik, Notes de l'IFRI, Asie Visions n]107, avril 2019 : <https://www.ifri.org/en/publications/notes-de-lifri/asie-visions/seven-years-161-assessment-chinas-multilateral-bilateralism>
- **China Belt & Road and the World : Competing forms of globalization**, A Eckman, F Nicolas, C Pajon, J Seaman, S Boisseau du Rocher, T Kastouéva-Jean, Etudes de l'IFRI, avril 2019 : <https://www.ifri.org/en/publications/etudes-de-lifri/chinas-belt-road-and-world-competing-forms-globalization>

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE

Agrégats économiques chinois, bilans régionaux et sectoriels

- En 2018, la Chine a été le leader incontesté des voitures électriques vendues dans le monde avec 1,05m d'unités vendues mais n'a été que 6^e pour la part de celles-ci (4,4%) sur le total des voitures (Statista, 19/3)
- Le cumul des opérations de venture-capital chinoises (78md USD) a augmenté de 89% en 2018 (HKB, 20/3)
- Alibaba livre 100 millions de paquets en Chine en 2,6 jours contre 9 jours il y a cinq ans (Nikkei, 26/3)
- Selon Ant Financial Services (groupe Alibaba), ses 588 millions d'utilisateurs avaient déposé 1 130md CNY (soit 168,3md USD) dans son principal fonds de trésorerie Tianhong Yu'e Bao à la fin de 2018 (AWSJ, 27/3)
- Le résultat net cumulé des 3 principales compagnies aériennes chinoises a chuté de 34% en 2018 (Nikkei, 2/4)
- Au cours de 9 premiers mois de 2018, les investisseurs chinois ont représenté 12% des investissements dans les sociétés technologiques israéliennes (SCMP, 3/4)
- Selon l'Asia Development Bank, les investissements « greenfields » de la Chine dans les pays en développement d'Asie (55md USD) ont triplé au cours de 2018 (FT, 4/4)
- Les réserves de change de la Chine augmentent pour le 5^e mois consécutif à 3100md USD (SCMP, 7/4)
- Avec 66md USD de chiffre d'affaires, le marché de la commande et livraison digitale de repas à domicile en Chine a augmenté de 112,5% en 2018 (Xinhua, 10/4)
- En 4 mois d'existence, Xiang Hubao, l'assurance santé mutualisée d'Ant Financial, a attiré plus de 50 millions de clients (Bloomberg, 11/4)
- En 2018, 37 compagnies aériennes chinoises ont opéré 5171 vols internationaux à destination de 171 villes dans 63 pays. A fin 2018, 126 pays ont signé des accords de transport aérien avec la Chine (Xinhua, 23/4)
- Les marques chinoises de téléphones portables contrôlaient 66% du marché indien au 1^{er} trimestre (Reuters, 26/4)
- Selon l'agence Complete Intelligence de Houston, la population chinoise atteindra son maximum de 1,41md d'habitants et commencera à baisser en 2023 et non 2028 comme prévu auparavant (SCMP, 2/5)

- Selon l'agence allemande spécialisée IPlytics, la Chine a déposé 34% des brevets mondiaux essentiels de normes (SEP) concernant la 5G, et devance largement la Corée du sud (25%) (Nikkei, 3/5)
- Bien que respectable, le taux annuel de progression des ventes de détail en Chine en avril 2019 (+7,2%) est le plus faible enregistré depuis 16 ans (Reuters, 15/5)

Politique extérieure, diplomatie, décisions relatives à la mondialisation

- La Chine vient d'installer une base militaire en territoire tadjik pour contrôler le corridor du Wakhan, son seul canal d'accès terrestre à l'Afghanistan (Georgia Today, 12/3)
- Lors de la visite de la première ministre néozélandaise à Pékin, le Président Xi lui demande que son pays ne « discrimine pas les sociétés chinoises » (Reuters, 1/4)
- Malgré les demandes américaines, la Chine refuse d'abandonner le statut spécial de « pays en développement » dont elle bénéficie à l'OMC (SCMP, 6/4)
- Dans le but d'encourager la consommation, le gouvernement chinois baisse pour la 2^e fois en six mois les taxes frappant les produits personnels importés par les passagers entrants (SCMP, 8/4)
- Selon un reportage de la CCTV, les troupes chinoises de marine, améliorées pour pouvoir intervenir dans toutes les mers, forment désormais une unité spéciale mais pas indépendante de l'ALP-Marine (SCMP, 22/4)
- 25 mois après avoir arrêté la construction d'un centre commercial par la société coréenne Lotte, accusée d'avoir cédé des terrains pour l'installation de missiles américains, la Chine lève les sanctions sur le groupe (SCMP, 2/5)
- Lors du sommet de l'Arctique tenu à Shanghai, un parlementaire canadien « accueille favorablement l'opportunité de coopérer de manière productive avec la Chine dans la zone » (Globe & Mail, 10/5)
- Le Ministre du Commerce annonce que la Chine, ayant soumis une proposition de réforme de l'OMC, est prête à collaborer avec toutes les parties concernées pour la faire aboutir (Xinhua, 15/5)

Innovations, avancées technologiques, réformes économiques

- L'institut de recherche de technologie électronique de Nankin annonce le lancement du radar de classe mondiale KLC-7 « Œil de la route de la soie » monté sur avion militaire turbopropulsé (CD, 18/3)
- L'hôpital général de l'armée de Pékin enregistre la première implantation robotisée au monde d'un stimulateur cérébral à distance (à partir de Sanya) en utilisant le réseau 5G (Ecns, 18/3)
- Le métro de Shenzhen est le premier au monde à proposer à travers WeChat une facturation électronique utilisant la technologie blockchain (Cointelegraph, 19/3)
- D'ici 2020, State Grid Electric Vehicle Service prévoit d'installer 200 000 micro postes de chargement intelligents pour automobiles électriques de la taille d'une feuille de papier A4 (CD, 21/3)
- En analysant avec l'aide de l'intelligence artificielle les mutations de l'ADN dans le sang, Genetron Health et l'Académie chinoise des sciences médicales disent détecter les cancers du foie plusieurs mois avant que les autres méthodes d'investigation soient efficaces (SCMP, 31/3)
- Grove Hydrogen, filiale de l'Institut chinois pour les sciences de la terre et de l'environnement basée à Wuhan, lancera son premier SUV à moteur à hydrogène avant la fin de l'année (Flipboard, 1/4)
- Le constructeur BYD lance à Shenzhen le plus long (27m, 250 pax) bus électrique au monde (CD, 2/4)
- Orange annonce qu'un premier test de transmission de voix et de données par la 5G a été réalisé avec succès à Valence en Espagne grâce à la technologie déployée par le Chinois ZTE (Technode, 4/4)
- Unisoc, filiale de Tsinghua, lance IVY510, la première puce électronique chinoise multi capacité adaptée au réseau 5G pouvant être utilisée dans plusieurs applications d'internet des objets (CD, 10/4)
- Les nouveaux drones amphibies furtifs « Lézards marins » sont livrés par CSIC à la Marine chinoise (SCMP, 16/4)
- La startup chinoise WeRide lance 50 taxis autonomes et espère en disposer de 500 fin 2020 (Nikkei, 29/4)
- Huawei prévoit de lancer dès 2019 le premier récepteur de télévision 5G au monde (Nikkei, 1/5)
- Des chercheurs de l'Université Centre Sud du Hunan ont développé un composé céramo-métallique pouvant supporter des températures de 3000 degrés, utilisable dans le nucléaire et le spatial (SCMP, 1/5)
- Lenovo présente le premier laptop à écran pliable au monde (GT, 14/5)

Fusions, diversifications, nouveaux secteurs, réorganisations

- Avec comme ambition de devenir d'ici 3 à 5 ans le premier constructeur mondial de véhicules à énergies nouvelles, le développeur immobilier Evergrande va commencer en juin la production de voitures électriques (Reuters, 19/3)
- Alibaba, Tencent, le détaillant spécialisé Suning et le constructeur automobile Changan s'allient pour créer un service de voitures à la demande concurrençant DiDi Chuxing, l'Uber chinois (Reuters, 22/3)
- Cathay Pacific, compagnie aérienne hongkongaise, entre sur le marché du low-cost en rachetant Hong Kong Express, filiale du groupe chinois surendetté HNA (Les Echos, 27/3)
- Tencent teste Tencent Health, mini programme de services cliniques personnalisés (Technode, 8/4)
- En se désengageant de la téléphonie mobile, Meitu lance une plateforme ouverte d'intelligence artificielle adaptée au commerce de détail de cosmétique mais aussi aux entreprises d'internet (Technode, 15/4)
- Sous le coup de sanctions, Dagong, principale agence de notation chinoise, passe sous le contrôle à 58% de la société publique d'investissements China Reform Holdings (FT, 19/4)
- La restructuration du secteur agroalimentaire public chinois est en marche avec le plan d'absorption progressive des actifs de Sinograin par le conglomerat géant COFCO (Bloomberg, 7/5)

Accords, contrats et marchés significatifs

- La compagnie aérienne ghanéenne Africa World Airlines, partiellement contrôlée par HNA, commande au constructeur chinois COMAC un moyen-courrier ARJ21 (Bloomberg, 20/3)

- China Railway Seventh Group va construire pour 134m USD la 1^{ère} tranche (100km sur 700) du réseau routier destiné au transport du pétrole ougandais (Ecofin, 27/3)
- China Harbour Engineering (CHEC) obtient un contrat de 110m USD pour réaliser divers projets d'adduction d'eau potable en Côte d'Ivoire (Ecofin, 18/4)
- Les groupes pétroliers Petrochina et CNOOC prennent chacun 10% du nouveau projet géant de GNL Novatek dans l'Arctique russe (Les Echos, 26/4)
- Après le désistement du groupe Haite, un accord est signé par China Road & Bridge – filiale de CCC – pour reprendre le projet de réalisation de la zone industrielle de Tanger au Maroc (Ecofin, 30/4)
- En marge du forum BRI à Pékin, l'Egypte signe 3 contrats concernant la liaison par câbles, les réseaux mobiles avec PEACE Hengtong, PCCW et Huawei (Ecofin, 2/5)
- Les entreprises chinoises Tyson Group and Green Diamond signent un accord de 2md USD avec le gouvernement éthiopien pour l'installation d'une usine de transformation du bambou en papier (Ecofin, 2/5)
- Propriété de Geely, Volvo Cars Suède signe pour plusieurs années un contrat de « quelques milliards d'USD » avec les fabricants coréens et chinois de batteries lithium-ion LG Chem et CATL (CNBC, 15/5)

Financements publics et privés, aides financières

- La Nouvelle Banque de Développement, arme financière des BRICS, pourrait prêter jusqu'à 780m USD à la société nationale d'électricité sud-africaine Eskom pour construire des centrales à charbon (Ecofin, 20/3)
- La Nouvelle Banque de Développement, arme financière des BRICS, accorde un prêt de 300m USD à la Development Bank of Southern Africa pour des projets d'énergie renouvelable (Ecofin, 1/4)
- Après Berkeley et Stanford, l'Institut de Technologie du Massachusetts rompt ses liens de financement avec Huawei et ZTE, citant les investigations actuelles menées par le gouvernement américain (SCMP, 4/4)
- Détenteur des applications Toutiao et TikTok (Douyin), Bytedance, startup privée valorisée à 75md USD, obtient un prêt syndiqué de 1,34md USD de banques incluant Goldman Sachs et Morgan Stanley (Bloomberg, 10/4)
- Contre l'intervention de contracteurs chinois, le Kenya obtient 666m USD de prêts de la Chine pour la construction d'une autoroute et d'un data center dans la nouvelle ville technologique de Konza (Ecofin, 29/4)
- Selon un accord signé entre l'Egypte et la Chine, ICBC financera pour 3md USD la construction d'un centre d'affaires dans la nouvelle capitale administrative près du Caire (Ecofin, 30/4)
- La Chine accorde au Ghana un financement de 1md USD pour développer son réseau ferroviaire (Ecofin, 8/5)

Investissements, acquisitions

- Le constructeur automobile Geely, actionnaire à 9,69% de Daimler Benz, va racheter la participation de 50% du groupe allemand dans le constructeur de véhicules compacts Smart (Les Echos, 27/3)
- Byland, filiale du distributeur chinois de mode Rebecca Feng, rachète les actifs (dont 21 magasins) de la maison de haute couture britannique LK Bennett en faillite (Jing Daily, 14/4)
- Le groupe Fosun prend une participation dans la startup israélienne de réservation d'hôtel Splitty (Skift, 15/4)
- A la suite d'un échange d'actions avec Naspers, la première agence de voyage chinoise en ligne Ctrip détient 49% de son concurrent indien à forte croissance MakeMyTrip (Skift, 26/4)
- Le fabricant de chaussures de sport de Quanzhou Xtep va acheter pour 260m USD à son actionnaire coréen 100% d'E-land Footwear USA, dépositaire de la marque K-Swiss (Retail in Asia, 10/5)

Désinvestissements, retraits, échecs, obstacles

- Le sénat des Etats Unis prépare une loi interdisant partiellement la fourniture de bus et de trains fabriqués par des sociétés liées à l'Etat chinois dans les marchés publics américains (SCMP, 18/3)
- Confirmée par la décision d'un tribunal local, une pétition de « patriotes » signée par plus d'1 million de Russes demande l'arrêt de la construction d'une usine chinoise d'embouteillage des eaux du lac Baïkal (AFP, 18/3)
- Le Comité des investissements étrangers aux Etats Unis (CFIUS) tente de forcer Beijing Kunlun à vendre sa participation majoritaire dans l'application américaine de rencontres LGBT Grindr (FT, 28/3)
- L'offre d'achat d'Energias de Portugal par China Three Gorges est refusée par les actionnaires (AFP, 24/4)
- Le gouvernement philippin prévoit d'exclure les candidats chinois à la reprise du chantier naval en faillite du coréen Hanjin situé à Subic Bay, considéré comme un lieu stratégique (Nikkei, 25/4)
- Le Bureau du Représentant au Commerce des Etats Unis place Pinduoduo, 3^e plateforme chinoise de ventes en ligne, sur la liste noire des sites ne prenant pas de mesures pour éradiquer la contrefaçon (Reuters, 25/4)
- Quinze mois après l'avoir ouvert et au vu des pertes accumulées, le géant chinois du commerce électronique JD.com ferme son bureau en Australie (Caixin, 9/5)
- Des organismes de consommateurs d'Espagne, de France, d'Italie, des Pays-Bas et du Portugal rejoignent celui du Luxembourg pour demander à leurs autorités de protection d'agir contre le portail AliExpress pour l'obliger à suivre les règles de loi applicable en vigueur dans l'Union européenne (Reuters, 17/5)

Projets en cours

- Le contracteur spatial chinois CASIC annonce des progrès dans son programme Feiyun de réseau de drones de haute altitude à énergie solaire sensés assurer toutes sortes de communications d'urgence (CD, 18/3)
- Huawei va bientôt construire des centres de données « nœuds » de cloud au Brésil et au Chili (CD, 3/4)
- La NDRC envisage d'interdire le minage de bitcoins en Chine (58% du total mondial) (Challenges, 9/4)
- China Railways 20 propose au gouvernement congolais (Brazzaville) de construire le barrage hydroélectrique de Sounda (Ecofin, 9/4)
- En Egypte, Huajian, géant chinois de la chaussure, prévoit d'investir massivement dans la « cité du cuir » de Roubiki et de créer une zone industrielle complète près d'un aéroport international (Xinhua, 11/4)

- Le gouvernement chinois fait une active promotion de l'offre de construction par CRCC et CRG de la phase 2 de la ligne ferrée à grande vitesse britannique entre les Midlands et Leeds Manchester (SCMP, 16/4)
- En 2022, une mission spatiale chinoise pourrait explorer une comète puis un astéroïde (Space.com, 18/4)
- A l'instar d'autres candidats, Fosun est en pourparlers pour le rachat total ou partiel de la plus ancienne agence de voyages britannique, Thomas Cook (China Daily, 24/4)
- Au cours des 3 prochaines années, le vendeur en ligne JD.com va investir 966m USD en Thaïlande pour s'approvisionner en fruits et produits frais (Nikkei, 29/4)
- State Grid va investir avec un financement Sinosure 1,8md USD dans le réseau électrique éthiopien (Ecofin, 30/4)
- Le constructeur ferroviaire CRRC va déposer une offre pour le métro de Washington (Reuters, 10/5)
- Le constructeur automobile pékinois BAIC cherche à acquérir 5% du capital de Mercedes-Benz (Reuters, 11/5)
- Selon le premier adjoint au maire de la ville, la Serbie est en passe d'attribuer à la Chine – qui la finance – la construction du métro de Belgrade convoité par la France. Le contracteur serait Power China (Le Monde, 14/5)

Implantations à l'étranger, délocalisations, nouveaux services internationaux

- Fliggy, plateforme voyage d'Alibaba, lance Fliggy Buy, facilité permettant aux voyageurs d'acheter en ligne avant leur départ et de prendre livraison de leurs achats sur leur lieu de voyage (Retail in Asia, 26/3)
- Tencent choisit la Thaïlande pour étendre en premier son service de vidéo à la demande (Bangkok Post, 30/3)
- Après la plateforme TouTiao, les vidéos courtes Douyin (TikTok) et les échanges musicaux musical.ly, ByteDance lance à l'étranger la messagerie pour particuliers et entreprises Lark (Technode, 3/4)
- Karma Automotive, constructeur de berlines électriques de luxe appartenant au fabricant de pièces chinois Wangxiang inaugure à Moreno Valley en Californie son centre d'innovation et de personnalisation (Xinhua, 10/4)
- La Bank of China lance son service de compensation du CNY à Tokyo (CD, 18/4)
- Wonder News, société technologique chinoise d'internet mobile orientée vers le Moyen orient, installe son siège régional à Bahrein (Xinhua, 22/4)
- Huawei ouvre à Singapour un nouveau laboratoire d'innovation du cloud et d'intelligence artificielle (Xinhua, 24/4)
- AliExpress (groupe Alibaba) inaugure sa stratégie « local to global » en ouvrant sa plateforme de vente en ligne aux entreprises d'Italie, Russie, Espagne et Turquie (FT, 9/5)

Partenariats

- Siemens et State Power Investment (SPIC) signent un accord de partenariat stratégique pour la construction de turbines à gaz, secteur en crise affecté par une concurrence excessive (Reuters, 26/3)
- Le chantier naval Hudong Zhinghue, filiale de CSSC, va développer en partenariat avec le groupe norvégien de services et de classification maritime DNV GL un transporteur de GNL de 270k m3 (GT, 2/4)
- L'administration spatiale chinoise (CNSA) propose 20kg de charge d'équipements scientifiques à bord de son prochain vaisseau lunaire à des instituts et entreprises chinois et étrangers (CD, 19/4)
- La Bourse de Shanghai et celle du Japon signent un accord de connexion des fonds cotés (ETF) permettant aux gestionnaires des deux parties de créer des fonds d'investissement transfrontières (Caixin, 23/4)
- La licorne technologique SenseTime, le groupe malaisien G3 et China Harbour Engineering signent un accord pour construire en Malaisie la première zone industrielle consacrée exclusivement à l'intelligence artificielle (GT, 28/4)
- Le constructeur chinois spécialisé NIU va produire avec Volkswagen le scooter électrique Streatmate (Reuters, 6/5)

Actions et évènements concernant l'image de la Chine à l'étranger

- Le chercheur Jia Yangqing, directeur de l'Intelligence artificielle chez Facebook, est recruté par l'académie Damo, laboratoire de l'intelligence artificielle chez Alibaba (GT, 19/3)
- La Chine refusant un visa d'entrée au représentant du président autoproclamé du Venezuela Juan Guaido, la Banque Interaméricaine de Développement annule sa réunion annuelle prévue à Chengdu (SCMP, 23/3)
- L'envoi d'un contingent de 65 sauveteurs au Mozambique durement affecté par un cyclone est le premier effectué par le nouveau ministère chinois de Gestion des Urgences (Xinhua, 25/3)
- Deux développeurs de programmes informatiques chinois lancent une licence « anti 996 » permettant de vérifier si les programmeurs ne sont pas forcés de travailler au-delà des heures de travail rémunérées (Wired, 4/4)
- Huawei signe avec le gouvernement jordanien un accord pour participer à la formation des étudiants en technologie dans trois nouvelles académies à créer avec des établissements locaux (Xinhua, 7/4) et ouvrira en juin une académie TIC à l'Université de Makerere en Ouganda (Ecofin, 15/5)
- L'Académie des Sciences Sociales de Chine (CASS) inaugure le China-Africa Institute, cercle de réflexion dédié à la coopération et aux échanges culturels avec les peuples africains (CD, 10/4)
- La Chine va financer le projet d'extension et de modernisation de l'aéroport de Sao Tome & Principe (Ecofin, 25/4)
- Alibaba accepte de régler 250m USD pour solder une action en justice américaine accusant le groupe de commerce électronique d'avoir enfreint la réglementation sur la contrefaçon (Reuters, 29/4)
- Cas sans précédent en Chine, le fabricant de produits pharmaceutiques traditionnels Kangmei (membre de l'indice boursier international MSCI) annonce une erreur comptable de 4,4md USD (Bloomberg, 30/4)
- La chaîne de télévision chinoise CGTN annonce avant le gouvernement algérien la fin du chantier de la mosquée d'Alger – la plus grande d'Afrique – par CSEEC (France Info, 1/5)
- Après le retrait imposé par le gouvernement chinois de son jeu vidéo en ligne Player Unknown Battlegrounds considéré comme trop violent, Tencent lance en remplacement le bien-nommé « Game for Peace » qui bat tous les records de croissance avec 14m USD de recettes en 72h (Sensortower, 10/5)
- La Banque Mondiale blackliste pour 15 mois la société chinoise de technologie électrique Seiyuan pour « pratiques frauduleuses » au Ghana (FCPA Blog, 14/5)

- Lors de la conférence sur le Dialogue des civilisations en Asie, Xi Jinping déclare que la volonté d'un pays d'imposer sa race et sa civilisation aux autres serait « une idée stupide et un acte désastreux » (SCMP, 15/5)

DERNIÈRES NOUVELLES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES

suivies par le Comité France-Chine

Contrats, implantations, projets et marchés significatifs

- BNP Paribas Securities Services, filiale de BNP Paribas, obtient mandat de la China Merchants Bank à Singapour pour fournir des services de règlement et de conservation d'obligations, actions et produits dérivés à Hong Kong, à Singapour et aux États-Unis (International Investment 12/3)
- EDF Renouvelables acquiert un portefeuille d'actifs de 77,1MWc (MegaWatt Crête) d'installations photovoltaïques en toiture en Chine auprès de son partenaire Asia Clean Capital (ACC) (Le Figaro 21/3)
- Sanofi investit 23m EUR dans son usine de Pékin afin d'établir la première ligne de production de stylos injecteurs d'insuline (AFP 25/3)
- Quantum Surgical, spécialiste français en robots chirurgicaux dédiés au traitement du cancer du foie, créé une joint-venture avec Lifetech Scientific, société chinoise de dispositifs médicaux innovants (Le Figaro 5/4)
- SAFT, filiale du groupe Total, s'allie au groupe privé chinois Tianneng afin de développer la fabrication de cellules, modules et packs lithium-ion dans une usine située près de Shanghai (Les Echos 5/4)
- La société française Aerial et CGN Dasheng Electron Accelerator Technology, filiale de CGN, signent un accord de coopération sur des applications des technologies nucléaires dans le cadre de projets scientifiques et technologiques de lutte contre la pauvreté et de conservation des fruits (Le Quotidien du Peuple 10/4)
- Renault annonce l'ouverture d'un centre de design à Shanghai pour mieux répondre aux attentes des clients chinois (AFP 15/4)
- SMCP annonce un partenariat avec JD.com pour renforcer sa présence sur le marché chinois (Reuters 23/4)
- AliExpress, plateforme d'e-commerce, et l'entreprise de logistique Cainiao annoncent un partenariat avec Relais Colis pour lancer leur nouveau service de livraison dans les points relais en France (Usine Digitale 25/4)
- Bnp Paribas China annonce un partenariat avec Lianlian Yintong Electronic Payment pour optimiser et simplifier les méthodes de paiement dans le domaine du e-commerce (BNP Paribas China 25/4)
- Airliquide constitue une coentreprise avec le groupe chinois Chendu Huaqi Houpu pour développer un réseau de stations hydrogène pour les véhicules électriques à pile à combustible en Chine (L'Usine Nouvelle 25/4)
- Le Grand Paris Express va utiliser des tunneliers du groupe chinois CREG, filiale de China Railway Group dans le cadre de la construction de la ligne de métro n°16 (Les Echos 13/5)

Investissements croisés

- Electropoli, spécialiste français du traitement de surface des métaux, est racheté par la société européenne de capital-investissement Trail et par la plate-forme chinoise d'investissement China Synergy Fund, mise en place par le CIC (Les Echos 22/4)

Contrats commerciaux signés lors de la visite du président Xi Jinping

- Airbus signe un contrat avec China Aviation Supplies (CASC) pour une commande de 290 appareils de la famille A320 et de 10 appareils A350 évaluée à plus de 30md USD (La Tribune, 25/3)
- Quadran International, BPI France, SUS Environment et China Investment Corporation concluent un mémorandum d'entente pour soutenir la création d'une plateforme internationale sur les énergies renouvelables en marchés tiers pour un montant de 1 à 1,5md EUR (Quadran International, 25/3)
- EDF et China Energy Investment signent un accord pour développer ensemble les phases 4 et 5 du parc éolien off-shore de Dongtai, au large de la province de Jiangsu. Ce projet est estimé à 1md EUR (Le Figaro, 25/3)
- CMA-CGM annonce une commande par China State Shipbulding de 10 nouveaux navires d'une capacité de 15 000 containers EVP pour un montant estimé de 1,2MD EUR, à livrer à partir de 2021 (Actunautique, 25/3)
- BNP Paribas signe un accord avec ses partenaires Eurazeo et CIC pour créer un fonds d'investissement d'1 à 1,5md EUR visant à soutenir le développement des entreprises européennes en Chine (Capital, 25/3)
- Schneider Electric annonce un partenariat avec Bank of China sur la coopération en matière du financement de projets en pays tiers (BFMTV, 25/3)
- Airbus et 21st Century Aerospace Technology (21AT) signent un accord concernant le renforcement de la coopération franco-chinoise dans le domaine des services basés sur l'imagerie satellitaire à très haute résolution via une constellation satellitaire d'Airbus (BFMTV, 25/3)
- BNP Paribas signe un mémorandum avec Bank of China sur des cofinancements de projets pour un montant de près de 6md EUR sur les trois prochaines années (BFMTV, 25/3)
- Quechen Silicon Chemical et le Grand Port Maritime de Marseille signent un protocole d'accord pour l'implantation d'une usine de production de silice destinée à l'industrie pneumatique à Fos-sur-Mer (econostrum.info, 25/3)
- Sigfox et Digital China signent un mémorandum d'entente pour la mise en place d'une plateforme d'internet des objets à Changchun (Jilin) (BFMTV, 25/3)

- Schneider Electric signe un accord de coopération avec Power Construction Corp. pour un montant estimé à près de 6md EUR, concernant la modernisation des usines de PCC en Chine et en pays tiers (BFMTV, 25/3)
- Indigo conclut un partenariat stratégique avec Sunsea pour développer des parkings intelligents en Chine et dans d'autres pays (BFMTV, 25/3)
- EDF et Huadian signent un contrat pour l'exploitation d'un réseau de chaleur et de climatisation dans la ville de Wuhan (Capital, 26/3)
- Liebherr Aerospace signe avec COMAC un contrat d'achat de système de contrôle environnemental pour l'avion régional bi-moteur ARJ21 (L'Usine Nouvelle, 26/3)
- Fives signe un accord stratégique avec China National Building Materials pour la mise en œuvre de technologies vertes et installations augmentant la productivité industrielle et répondre au changement climatique (Fives, 29/3)

Sélection d'accords institutionnels signés lors de la visite du président Xi Jinping

- Le Ministère de la Culture français et l'Administration d'Etat du patrimoine culturel chinois annoncent le renforcement des échanges et de la formation des professionnels en matière de prévention et de lutte contre le trafic illicite de biens culturels (Ambafrance 30/3)
- Le Centre National des Etudes Spatiales et l'Administration spatiale nationale chinoise (CNSA) signent une lettre d'intention portant sur la future coopération spatiale (Ambafrance 30/3)
- Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives et l'Autorité de l'énergie atomique chinoise (CAEA) signent le 13ème protocole de coopération dans le domaine des applications civiles de l'énergie nucléaire (Ambafrance 30/3)
- L'Institut du Monde Arabe et le Musée National de Chine signent un mémorandum d'entente pour l'organisation de l'exposition sur les Routes de la Soie qui se tiendra en 2021, à Paris et à Pékin (Ambafrance 30/3)
- L'Institut National de la Recherche Agronomique et l'Académie Chinoise des Sciences Agricoles signent deux accords portant création d'une part d'un laboratoire international associé (LIA) sur la protection des plantes et d'autre part d'un laboratoire international associé sur la génomique et les semences de blé (Ambafrance 30/3)
- Expertise France, l'Académie Nationale de Médecine de France, l'Académie d'Ingénierie de Chine et l'Académie des Sciences Médicales de Chine signent un accord sur le lancement d'un projet de recherches sur le système et la politique de prévention et de contrôle de la tuberculose (Ambafrance 30/3)
- l'Autorité des Marchés Financiers et la Commission de Réglementation Boursière de Chine CRSC signent un Mémorandum d'entente sur la coopération en matière de la régulation des Fintech (Ambafrance 30/3)
- Le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation français et l'Administration générale chinoise des Douanes signent deux protocoles sur d'une part les conditions sanitaires et la quarantaine pour l'exportation de viandes de poulet congelées de la France vers la Chine, et d'autre part sur l'exportation vers la Chine de mollusques français (Ambafrance 30/3)

Comité éditorial :

Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong
et Christophe Granier, CCE France

La lettre de « **La Chine hors les murs** » est publiée par l'Observatoire de la mondialisation chinoise créé en 2014 par la Commission Asie Pacifique des Conseillers du Commerce extérieur de la France. Les opinions exprimées dans ses articles n'engagent pas le Comité national des CCE. Pour tout renseignement ou apport, écrivez à : chinehorslesmurs@cnccef.org.